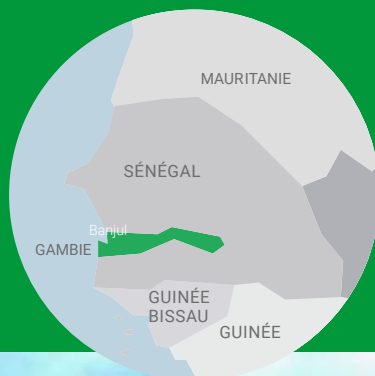




Le groupe AFD et **la Gambie**



© Indigo / E. Ramos & M. Ducrocq

9 projets
financés depuis 2018

51,9 millions €
engagés depuis 2018

540 000
personnes bénéficieront d'un
accès amélioré à l'eau potable

Plus petit état d'Afrique continentale, la République de Gambie est l'un des pays prioritaires de l'aide au développement française. Confronté à une forte dette publique, le pays fait également face à de nombreux défis en matière d'infrastructures et de services. L'AFD accompagne le gouvernement gambien sur ses objectifs de stabilisation économique, de sécurité alimentaire, de développement durable des territoires et de préservation de la biodiversité.

1

Contribuer à la stabilisation économique

En lien avec le FMI, les nouvelles autorités gambiennes ont adopté un agenda de réformes afin de stabiliser la situation économique du pays, restaurer la confiance de la population dans le gouvernement, et renforcer les institutions démocratiques.

En 2018, l'AFD a soutenu le processus de réformes via une première aide budgétaire globale de 5 millions d'euros, puis une seconde aide budgétaire de 2 millions d'euros accordée en 2019. Cet appui vise à assurer la transition vers un nouveau programme FMI, notamment en contribuant au lancement des audits des entreprises publiques et en proposant un accompagnement technique des futures négociations avec les principaux créanciers de la dette externe, tout en assurant la couverture de certaines dépenses de santé.

Une subvention de 2 millions d'euros a également été accordée en 2022 pour accompagner l'Etat sur ses objectifs de mobilisations des ressources intérieures. Mis en œuvre par l'office gambien des recettes (Gambia Revenue Authority), le projet soutient le plan de réformes fiscales du gouvernement visant l'accroissement du taux de ressources internes de 12,8% (2019) à 15,7% du PIB en 2025. Ce financement s'inscrit en ligne avec l'objectif affiché par le gouvernement de financer son plan national de développement.

3

Améliorer l'accès à l'eau potable

La forte croissance démographique et l'urbanisation rapide de la zone du Grand Banjul ont conduit à de fortes tensions sur la ressource en eau dans la capitale, qui connaît régulièrement de graves problèmes de pénurie d'eau. Face à la demande croissante, au manque d'infrastructures, à la faiblesse des revenus générés par le secteur et à l'absence de structuration dans le sous-secteur de l'hydraulique urbaine, l'accès à l'eau potable est un enjeu social, économique et politique majeur dans la capitale et en Gambie.

Dans ce contexte et au vu de son expérience dans le secteur de l'hydraulique urbaine en Afrique de l'Ouest, l'AFD a souhaité concentrer son aide sur le secteur de l'eau potable dans la région du grand Banjul. Les objectifs : améliorer l'accès à l'eau potable et la qualité du service de l'entreprise publique *National Water & Electricity Company* (NAWEC), restaurer l'équilibre financier du secteur, et accompagner la NAWEC dans la planification de son service public de l'eau et de l'assainissement dans la région du grand Banjul. D'un montant de 29 millions d'euros, ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie climat élaborée par la Gambie en s'attachant à la gestion durable des ressources en eau.

2

Augmenter l'autosuffisance alimentaire

Le secteur agricole représente un défi majeur pour la nutrition et la sécurité alimentaire en Gambie : la production agricole couvre moins de la moitié des besoins de consommation du pays, et 73,9 % de la population rurale vit en dessous du seuil de pauvreté. La consommation annuelle de riz blanc, base de l'alimentation, est de 117 kg par an et par habitant. Cependant, seulement 17 % de la consommation annuelle est produite localement.

Afin d'améliorer la sécurité alimentaire et d'augmenter la production rizicole, l'AFD soutient un projet portant sur la réhabilitation et la réhabilitation d'infrastructures hydro-agricoles dans la zone Est du pays (Upper River Region), en apportant un cofinancement d'un montant de 7 millions d'euros. Ce projet d'appui à la « Résilience des organisations paysannes pour une transformation de l'agriculture familiale » est mis en œuvre avec l'appui de quatre institutions financières dont le FIDA comme chef de file. Avec l'ambition de toucher 40 000 ménages agricoles, le projet entend également favoriser l'essor progressif d'une agriculture plus entrepreneuriale et inclusive à l'égard des jeunes et des femmes, en renforçant notamment les capacités des groupements d'agriculteurs et agricultrices.

4

Protéger la biodiversité et lutter contre le changement climatique

La Gambie héberge une biodiversité côtière et fluviale importante, notamment dans ses écosystèmes de mangroves littorales et estuariennes du fleuve Gambie. Ces écosystèmes jouent un rôle majeur d'un point de vue écologique, mais également économique et social vis-à-vis des 1 millions d'habitants qui en dépendent. Mais ces zones sont soumises à des pressions croissantes principalement liées à l'activité humaine et aux effets du changement climatique, qui pèsent sur les équilibres environnementaux, économiques et sociaux des territoires.

Pour préserver ce capital naturel, l'AFD soutient la Gambie via une subvention de 7 millions d'euros afin de l'accompagner dans la préservation et la restauration des écosystèmes de mangroves de ses aires marines protégées. Couvrant un territoire de 100 000 hectares, ce projet entend également favoriser le développement d'activités génératrices de revenus dans ces zones, et renforcer le cadre juridique et les capacités des autorités gambiennes en matière de changement climatique. A terme, il permettra d'avoir une approche stratégique et technique claire, en vue de renforcer la résilience des communautés côtières et des écosystèmes naturels.